



## Premier séminaire de recherche du réseau PY : **HABITER L'ESPACE POST-YOUGOSLAVE**

13 Juin 2012  
MSH de Tours

Date limite pour soumission d'un résumé : 9 Mars 2012

### PY, un nouveau réseau de jeunes chercheurs travaillant sur les reconfigurations et les mutations des territoires et des sociétés post-yougoslaves

Juin 1991, l'éclatement de la Yougoslavie et les premiers conflits armés commencent en Slovénie. Les épisodes guerriers qui s'en sont suivis ont marqué la fin de la République socialiste de Yougoslavie, dont le territoire est aujourd'hui réparti entre six États-Nations reconnus par l'ONU (Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, République de Macédoine) et un septième aspirant à l'être prochainement (Kosovo). L'explosion de la Yougoslavie, qui fut marquée par de nombreuses violences, se caractérise aussi par de fortes mutations sociales et économiques liées notamment au passage d'une économie planifiée vers une économie de marché. Sur un territoire où les frontières ont été remaniées et où les systèmes politiques ont évolué et les sociétés nationales ont été recomposées, un double mouvement nous semble perceptible :

- d'une part, un repli sur les territoires et les sociétés nationales lié à la consolidation de nouveaux États-Nations, recomposés autour d'une nationalité majoritaire et dominante, souvent construits en opposition du voisin et en référence aux événements passés.
- d'autre part, un ancrage dans un contexte régional et international redéfini, marqué par l'apparition de nouveaux acteurs, entre solidarités locales, mondialisation et européanisation, constituant des facteurs majeurs de transformation des États et de leurs sociétés.

Apparemment contradictoires, ces mouvements s'entremêlent sans cesse. Élaboré pour décrire le basculement dans une société postsocialiste, le terme de transition ne rend « *pas compte de l'hétérogénéité et de la complexité de ces sociétés, ainsi que de la fluidité existant parmi et entre les réalités des mondes socialistes et postsocialistes* » (Doyon, Brotherton 2008 : 8). Entre affirmation des nouveaux États, mondialisation et cheminement vers l'Union Européenne, les sociétés font face à une multiplicité d'enjeux et d'acteurs allant de l'institution à l'individu.

C'est précisément la conscience de cette multiplicité qui nous conduit à croiser davantage nos regards, nos méthodes, nos recherches, afin de constituer une approche complexe, critique et pluridisciplinaire qui nous permette de mieux appréhender les reconfigurations et les mutations, mais aussi les persistances, ayant court dans les sociétés et les territoires post-yougoslaves. L'objet principal du projet PY est donc de constituer un réseau de jeunes chercheurs en sciences sociales travaillant sur cette thématique, provenant de diverses disciplines (aménagement du territoire, géographie, anthropologie, sociologie, science politique notamment), et préférentiellement francophones. Ce réseau a pour objectif premier de renforcer les échanges scientifiques entre jeunes chercheurs travaillant sur les sociétés issues de l'éclatement de la Yougoslavie mais dont l'éparpillement géographique ne leur permet pas d'échanger plus en profondeur.

## Porteurs du réseau :

---

**Cyril Blondel**, doctorant en aménagement et en science politique

Maison des Sciences de l'Homme de Tours ; UMR CITERES (CNRS 7324, Université de Tours)

[cyril.blondel@univ-tours.fr](mailto:cyril.blondel@univ-tours.fr)

**Guillaume Javourez**, doctorant en géographie

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme ; UMR TELEMMe (6570); Université d'Aix-Marseille

[g.javourez@univ-provence.fr](mailto:g.javourez@univ-provence.fr)

**Marie Van Effenterre**, doctorante en anthropologie

Ecole des hautes études en sciences sociales, UMR IIAC-LAIOS (CNRS 8177), Paris

[marievaneffenterre@gmail.com](mailto:marievaneffenterre@gmail.com)

### Appel à communication du premier séminaire Habiter l'espace post-yougoslave

---

Le premier séminaire de recherche du réseau PY sera accueilli par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) de Tours **le 13 juin 2012**. Premier séminaire puisque trois autres sont d'ores et déjà programmés : le deuxième à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) d'Aix-en-Provence début 2013, puis deux autres, à l'Université de Belgrade en Serbie, puis en République de Macédoine fin 2013. Ces quatre séminaires visent à construire et renforcer le réseau PY regroupant des jeunes chercheurs travaillant sur les reconfigurations et les mutations – sans négliger les continuités - des territoires et des sociétés post-yougoslaves ainsi qu'à faire naître une réflexion collective sur des thématiques et des espaces relativement peu abordés par la recherche francophone.

Première thématique abordée : l'habiter ; de l'intérêt de ce concept pour discuter l'évolution des rapports homme(s)-espace(s) en ex-Yougoslavie.

Entendu comme « manière d'être de l'individu dans un environnement », l'habiter est envisagé comme un phénomène « complexe », « difficile à cerner », car les modes d'habiter sont « à la fois des arrangements matériels et idéels de la représentation et de la pratique du monde » (Bailleul et Feildel, 2011). En d'autres termes, l'espace –en tant qu' « expérience vécue », comme « lieu de vie »- est « investi physiquement mais aussi symboliquement par ses occupants » (Vassart, 2006). Ces relations individuelles et sociales entre homme(s) et espace(s) s'appuient sur des dynamiques personnelles, collectives et culturelles, à l'origine « d'une variété très riche de significations du chez soi » (Vassart 2006). Habiter, c'est pour l'Homme cerner ses possibilités d'être dans l'espace et dans le temps, ce qui renvoie à la philosophie heideggerienne, ici résumée par Perelman (2006) :

La question de l'habitation (...) renvoie par nécessité à l'être, à ses racines, à la communauté, à un destin individuel comme au « nous », à la mort en tant que possibilité propre et inaliénable de l'existence, irréductible en même temps qu'impossible à fonder. L'habitation participe donc de la possibilité de fonder l'être, de créer des racines à partir de la terre, de jouir d'une communauté ancrée sur le sol, de « vaincre » la mort en la sublimant et aussi en permettant à l'homme de vivre longuement et paisiblement dans un lieu propice.

Perçues à la lumière des phénomènes liés à la dissolution de la Yougoslavie, ces quelques lignes acquièrent une résonance particulière. Michel Sivignon, dès 1993, parlait de « l'amère actualité » du verbe habiter dans les conflits yougoslaves. On s'est battu « pour se garantir le droit d'habiter (une maison, un village, une

vallée) » mais aussi « pour empêcher les autres d'habiter (la maison voisine, le village, la vallée) ». Les projets de « purification ethnique » portés alors, peuvent être considérés comme des déportations, des massacres d'habitants : « c'est-à-dire des hommes qui entretiennent avec le sol qu'ils cultivent, la maison qu'ils occupent et qu'ils ont construite, la vallée dont ils observent tous les matins les cieux changeants, une relation de connivence et finalement de possession » (Sivignon, 1993). Mais ces projets visent aussi les signes dont ces habitants avaient marqué le territoire, aux « paysages qu'il convient de nationaliser ». La destruction de ces signes pour éviter que les habitants qu'on a chassés ne se recommandent « pour justifier leur retour » (Sivignon, 1993).

Si les conflits des années 1990 peuvent être interrogés au travers du concept d'habiter, nous pouvons et devons aussi les appréhender en tant qu'événement marquant la fin du régime socialiste yougoslave et l'avènement d'États nationaux mis au défi de l'intégration à l'économie de marché et de processus supranationaux tels l'intégration européenne et la globalisation. Cette approche nous permet alors de nous décentrer d'une approche fondée sur les conflits et le nationalisme en portant notre attention sur les conséquences de ce basculement sur la question de l'habiter. L'émergence de nouveaux acteurs producteurs de normes et leur multiplication, entre individu, collectivités territoriales, États ou encore institutions internationales, peut aussi être appréhendée à la lumière de ce basculement postsocialiste. L'avènement de la propriété privée a par exemple entraîné une modification du rapport à la terre ou au terrain en tant qu'espace personnel et donné lieu à de nombreux processus de formalisation de l'informel, plus ou moins avancés en fonction des pays.

Dix ans après les derniers conflits en Macédoine et alors que la situation à la frontière Serbie-Kosovo reste tendue, la question de l'habiter, des modes d'habiter l'espace post-yougoslave nous semble être une focale pertinente pour observer les reconfigurations socio-spatiales en ex-Yougoslavie. Elle nous permet d'interroger les phénomènes actuels et multiscalaires qui touchent ces territoires et sociétés, entre reconfigurations locales et globalisation. C'est à partir de cette base que nous proposons d'aborder plusieurs questions lors de ce premier séminaire à partir d'une perspective pluridisciplinaire en sciences sociales :

### **Être habitant et citoyen en ex-Yougoslavie**

La fin du système politique et économique socialiste et l'apparition de nouveaux États souverains, de même que les mouvements massifs de population résultant des projets de purification ethnique, posent dans un double mouvement la question de l'évolution du lien entre les habitants et leur nouvel État. L'habiter articule alors deux problématiques: le rapport des habitants-citoyens à ce nouvel État (changement de régime, de frontières, des lois) et les de leur voisinage (lieux de vie nouveaux ou transformés, nouveaux voisins, nouvelles préoccupations et aspirations).

Alors que le mot citoyen, dans certains des pays ex-yougoslaves, désigne aussi l'habitant et le citoyen, ce sera *in fine* l'occasion d'interroger l'évolution des conceptions de la citoyenneté dans les espaces post-yougoslaves, entre individu, État(s)-Nation(s) et Union Européenne.

### **Habiter et mobilité en ex-Yougoslavie**

De nombreuses recherches ont mis récemment en exergue, souvent à partir du cas français, l'évolution vers une « société d'individus de plus en plus mobiles », au quotidien mais aussi durant leur vie (Bailleul et Feildel, 2011), d'un habiter qui serait devenu « poly-topique » (Stock, 2006). Ce constat général semble s'appliquer au contexte post-yougoslave, tant les changements brutaux auxquels ont été confrontés les habitants de cette région ces vingt dernières années, ont impacté leurs mobilités. Or, à partir du postulat général que « la mobilité est un vecteur de la construction du sens que les individus donnent au monde qu'ils habitent »(Bailleul et Feildel, 2011), la question posée est la suivante : Comment les évolutions

récentes des mobilités et des identités spatiales des individus en ex-Yougoslavie informent la constitution de modes d'habiter l'espace (de persistances, tout autant que d'adaptations), et comment, en retour ces modes d'habiter interviennent dans la spatialité, la mobilité et l'identité des individus habitant l'ex-Yougoslavie aujourd'hui ? (Feidel et Bailleul, 2011).

### **Habiter et se remémorer en ex-Yougoslavie**

Les évolutions sociopolitiques en Yougoslavie puis en ex-Yougoslavie, des années 1980 à nos jours, ont été accompagnées par une évolution des cadres historiques de référence des sociétés concernées. Entre montée des nationalismes dans les années 1980, affirmation de nouveaux États et recompositions locales après les années 1990, les références historiques dans lesquelles s'ancrent les sociétés semblent se multiplier et se mélanger. L'approche du rapport à la mémoire au travers des processus de patrimonialisation nous semble alors être un moyen de démêler ces fils tout en préservant leur diversité. À partir des postulats selon lesquels l'Histoire n'est qu'une interprétation de faits passés dans un contexte sociopolitique donné et qu'elle participe de la construction identitaire des individus et des groupes, nous proposons de nous interroger sur la mémoire et les lieux de mémoire en ex-Yougoslavie. Nous proposons de questionner ici les processus de patrimonialisation dans les territoires et sociétés post-yougoslaves afin d'analyser la mise en récit de cette histoire et la promotion de discours nationaux ou sur la localité.

### **Habiter et délimiter en ex-Yougoslavie**

« Si l'identité, en tant que processus social, concerne l'individu comme le groupe, elle qualifie l'espace géographique et ses territoires du fait d'interactions très puissantes que l'homme entretient avec les cadres matériels et symbolique de sa propre vie » (Di Méo, 2008). La question de *l'habiter* en tant que *manière d'être d'un individu dans un environnement* nous renvoie alors à celle du rapport à l'autre et à la place de l'espace, de son marquage, dans la constitution des groupes sociaux. En suivant Barth selon lequel les frontières/limites définissent les groupes ethniques et non leurs contenus culturels internes particuliers, nous posons la question suivante : quelles sont les liens entre reconfigurations spatiales (institutionnelles mais aussi matérielles ; par le marquage de la différence ; par la suppression des traces de l'autre) et reconfigurations sociales ?

La prise en compte de ces thématiques et de ces enjeux, au sein du projet PY, vise non seulement à rendre intelligibles des (re)configurations politiques, économiques et spatiales rapides et complexes, mais aussi, à travers elles, à apporter une compréhension des processus sociaux et politiques touchant l'ensemble du monde contemporain. C'est aussi le moyen, par la collaboration de jeunes chercheurs issus de pays et de disciplines différentes, de mettre en visibilité des travaux produits dans l'espace post-yougoslave, dont la pertinence analytique et théorique est souvent masquée par des formes "d'impérialisme académique" (Hann 2003).

## Modalités de soumission des propositions de communication

---

Nous invitons les jeunes chercheurs, doctorant(e)s, jeunes docteur(e)s en sciences humaines et sociales, à proposer une réponse en français, en lien avec les quatre axes développés auparavant.

La proposition de communication proposée devra compter 500 mots environ et être envoyée à l'adresse suivante : [reseaupy@yahoo.fr](mailto:reseaupy@yahoo.fr) **avant le 9 Mars 2012**. Elle devra être accompagnée d'un CV synthétique, d'une page environ, rédigé en français.

Le comité d'organisation portera une attention toute particulière aux propositions qui préciseront clairement dans quel(s) axe(s) elles s'inscrivent et quels sont leurs apports à l'objet du séminaire et à la problématique générale du réseau. L'acceptation sera notifiée aux auteurs mi mars 2012.

## Format du séminaire et valorisation envisagée

---

Les communications devront être envoyées par mail ([reseaupy@yahoo.fr](mailto:reseaupy@yahoo.fr)), sous la forme d'un article de 5.000 à 10.000 mots, avant le 1<sup>er</sup> Juin 2012. Ces derniers seront ensuite envoyés à l'ensemble des participants au séminaire, afin que chacun puisse les lire de sorte à favoriser discussions et réactions.

Le séminaire se déroulera sur un jour, le **13 Juin 2012**. Il sera composé de 4 sessions (renvoyant aux 4 axes de l'appel) ; chaque session sera animée par un ou deux chercheurs confirmés, spécialistes des thèmes proposés. Le séminaire se terminera par une conclusion transversale qui s'appuiera sur l'ensemble des présentations et des débats, et qui sera réalisée par un chercheur invité pour l'occasion.

Certains articles présentés lors du séminaire pourront faire l'objet d'une publication dans un numéro spécial d'un journal ou d'une revue scientifique.

## Informations pratiques

---

La participation au séminaire est gratuite et ouverte.

Le séminaire aura lieu à la MSH de Tours, salle de réunion du 1<sup>er</sup> étage, 33 allée Ferdinand de Lesseps, 37200 Tours [accessible en bus depuis la gare].

Entre les sessions, des boissons seront à disposition. Un buffet sera offert à tous les participants.

La langue de travail du séminaire sera le français.

Grâce au soutien financier de la MSH, nous serons en capacité de fournir, sur demande, un petit nombre de bourses pour aider certains participants à financer leur déplacement à Tours. La priorité sera donnée aux doctorants non financés par leurs équipes/laboratoires et à ceux originaires d'universités balkaniques.